

OTTAWA DOIT Y PENSER DEUX FOIS

Le désir du Canada de participer à une mission de paix en Amérique centrale tient-il compte de la complexité de l'échiquier centraméricain ?

PAR GILLES PAQUIN

LES FORCES DE PAIX CANADIENNES arrivaient pour la première fois à Chypre il y a plus de vingt ans. En principe, elles y venaient pour un laps de temps relativement court, soit celui qu'il fallait aux deux peuples en conflit pour trouver une solution négociée à la crise.

Encore de nos jours, personne ne sait trop quand elles repartiront. Leur mandat est reconduit de six mois en six mois sans même que le gouvernement canadien n'envisage la fin de l'exercice temporaire le plus long jamais entrepris par les Forces canadiennes.

Pourquoi soulever cette question ici ? Parce que le ministre des Affaires extérieures, M. Joe Clark, veut entreprendre une autre croisade semblable, en Amérique centrale celle-là. Il a déjà consulté les officiers des Forces canadiennes à ce propos. Dans un document préparé avant son voyage dans la région en novembre dernier les «experts militaires» ont prévenu M. Clark de toutes les difficultés pouvant surgir dans ce genre d'opération. Ils n'ont cependant pas glissé mot sur les moyens de s'extirper d'un tel guépier.

La question mérite cependant d'être posée lorsque l'on tient compte de la complexité de l'échiquier centraméricain et de l'entêtement des factions en présence.

Les problèmes rencontrés à Chypre pâlisent par comparaison avec ceux que nous trouvons en Amérique centrale. La superficie totale de Chypre ne fait que la moitié de celle du Salvador alors que sa population est vingt-cinq fois moindre que celle de l'Amérique centrale. Il y a dans l'isthme centraméricain, comme à Chypre, des affrontements entre peuples, notamment au Guatemala; entre idéologies, au Nicaragua et au Salvador; et fina-

lement entre classes sociales, dans chacun des cinq pays en cause.

Pour ajouter à ce tableau peu réjouissant, la main lourde de Washington et celle un peu plus discrète des camarades soviétiques pèsent sur l'ensemble des gouvernements. À peine sortis de longues années de régime autoritaire, la plupart des états d'Amérique centrale sont toujours sous stricte surveillance militaire.

Avant que les Forces canadiennes ne s'embarquent dans une autre entreprise à court terme susceptible de se prolonger au delà de la fin du siècle, considérons un peu ce que les stratèges appellent le «théâtre d'opération».

L'histoire turbulente des cinq républiques soeurs d'Amérique centrale est jalonnée de conflits meurtriers, de répression brutale et d'injustice sociale chronique. Malgré tout, cette terre n'a jamais été aussi meurtrie et ensanglantée que depuis le début des années soixante-dix. Qu'on en juge.

EL SALVADOR – Huit ans de guerre, 60 000 morts et plus d'un million de personnes déplacées ou en exil. Un conflit dans l'impasse totale où l'armée, liée à l'oligarchie au pouvoir, refuse de négocier avec une guérilla encore puissante.

Pays le plus densément peuplé de la région, le Salvador a aussi le triste honneur d'être celui qui reçoit le plus d'aide militaire des États-Unis.

GUATEMALA – Près de vingt ans de guerre, 70 000 morts et des centaines de milliers d'exilés. Régime militaire de 1954 à 1986, année de l'élection du président actuel, Vinicio Cerezo. Ce dernier admet, à mots à peine voilés, qu'il est toujours tenu en laisse par l'armée.

Près de la moitié de ses 8 millions d'habitants sont des indigènes et de ce fait, quasiment exclus de toute participation à la vie politique et économique du pays.

NICARAGUA – Une révolution sanglante en 1979 et six ans de guerre depuis 1982, près de 40 000 morts. Le Nicaragua se défend contre une force irrégulière d'une dizaine de mille hommes financée et soutenue par les États-Unis depuis le Honduras.

L'économie est en ruine, mais le gouvernement Sandiniste doit tout de même consacrer plus de la moitié de son budget à la défense. L'état d'urgence restreignant les libertés civiles a été imposé en 1982 et levé seulement en janvier dernier.

HONDURAS – Le plus pauvre des pays de l'isthme et le prototype des républiques de bananes en raison des coups d'État en cascade qui y ont parsemé la vie politique. Le Honduras a depuis deux ans un président élu, José Azcona Hoyo, qui «partage» le pouvoir avec l'ambassade américaine et l'armée.

La présence des troupes de la *Contra* dans son pays a un effet déstabilisateur même si elle apporte des devises aux coffres de l'État.

COSTA RICA – Seul havre de paix dans la région, le Costa Rica n'a plus d'armée depuis 1948, mais il a tout de même toléré la présence de la *Contra* sur son territoire pendant des années. Il s'est enfoncé dans une crise économique sans précédent au début des années 1980 et ses 2,3 millions d'habitants portent maintenant une dette nationale de plus de 5 milliards \$ US.

L'arrivée de quelques 200 000 réfugiés, chassés des pays voisins par la guerre, a contribué à aggraver les difficultés de la patrie du prix Nobel de la paix, M. Oscar Arias.

LES CINQ PAYS CENTRAMÉRICAINS ont finalement conclu un accord (l'accord de Guatemala), le 7 août

dernier, au Guatemala, en vue d'amorcer un long et fragile processus de rétablissement de la paix dans la région. Dans cet accord, les cinq présidents s'engagent à établir des commissions nationales de réconciliation, à ouvrir le dialogue avec les «forces de l'opposition non armées», à accorder l'amnistie aux combattants et à garantir les libertés démocratiques. Chacun doit en outre interdire l'usage de son territoire aux forces irrégulières en lutte contre un autre gouvernement. L'aide étrangère à ces groupes doit également être abandonnée.

Pour s'assurer du respect de leurs engagements, ils ont formé une Commission internationale de vérification et de suivi du traité. Elle est composée des ministres des Affaires étrangères des cinq signataires, des membres du Groupe de Contadora, du Groupe d'appui, du secrétaire des Nations-Unies ainsi que de celui de l'Organisation des États américains.

Les yeux et les oreilles de la Commission seront ceux que voudront bien lui prêter les pays occidentaux qui ont les moyens de défrayer les coûts d'un tel exercice. On a mentionné jusqu'ici les noms de la Suède, du Canada, de l'Allemagne et de l'Ouest et de l'Espagne.

Au lendemain de la signature de l'accord, le ministre des Affaires extérieures du Canada dépêchait des émissaires en Amérique centrale pour offrir son appui. Selon M. Clark, les troupes canadiennes possèdent une vaste expérience dans les opérations de surveillance et de contrôle des zones de conflits. Elles pourraient donc contribuer à la réussite du processus de pacification.

Au début de décembre, M. Clark se rendait lui-même rencontrer les présidents des cinq républiques centraméricaines pour réitérer sa proposition. Dans le but de convaincre ses interlocuteurs du sérieux de son offre, M. Clark était accompagné